

22. Consommation de capital fixe

Économiquement parlant, la meilleure description de la consommation de capital fixe (amortissement) est une déduction opérée dans les revenus au titre de la diminution de la valeur du capital due à l'utilisation de biens d'équipement dans la production. Elle joue un rôle primordial dans son acception comptable du fait qu'elle est utilisée comme élément de « compensation » dans les estimations du produit intérieur net, etc., comme indiqué dans les parties précédentes et, en conséquence, parce qu'elle permet des analyses plus fines d'un point de vue du bien-être que des mesures brutes. Elle constitue par ailleurs une partie du coût des services tirés du capital et joue de ce fait un rôle dans la mesure de la productivité. En outre, elle a un impact direct sur le PIB, car les estimations de la valeur ajoutée non marchande comprennent explicitement une composante au titre de l'amortissement.

Définition

Le *Système de comptabilité nationale de 1993* définit la consommation de capital fixe (amortissement) de la manière suivante :

La consommation de capital fixe représente la diminution, pendant la période comptable, de la valeur courante du stock d'actifs fixes possédés et utilisés par un producteur qui résulte d'une dégradation physique, de l'obsolescence normale ou de dommages accidentels normaux. [...] Les pertes causées par une guerre ou par des catastrophes naturelles majeures qui se produisent rarement [...] ne sont pas incluses dans la consommation de capital fixe. [...]

Les valeurs des actifs perdues de cette façon sont comptabilisées dans les autres variations en volume des comptes d'actifs. [...] La consommation de capital fixe est définie dans le Système d'une manière qui se veut théoriquement appropriée et pertinente à des fins d'analyse économique. Sa valeur peut varier considérablement par rapport à l'amortissement tel qu'il est calculé dans la comptabilité d'entreprise ou à des fins fiscales, en particulier lorsqu'il y a de l'inflation.

Dans la comptabilité d'entreprise, l'amortissement est généralement calculé différemment de l'amortissement tel qu'il est considéré en comptabilité nationale. Dans ce dernier contexte, l'amortissement est calculé en appliquant un « coefficient d'amortissement » à la valeur courante de chaque actif, tandis que dans le contexte d'une entreprise, les comptes appliquent généralement un coefficient d'amortissement à la valeur du bien estimée à son coût d'acquisition original (« coût historique »). Lorsque les prix des biens d'équipement augmentent, la différence peut être significative.

Compte tenu de l'importance de plus en plus grande des biens d'équipement de haute technologie soumis à des évolutions techniques rapides, la mesure de l'amortissement fait l'objet de nombreuses discussions. En particulier, certains ont soutenu que l'amortissement devrait inclure des pertes effectives au motif que ce serait le moyen de prendre la mesure de l'obsolescence attendue. D'autres sont parvenus à une conclusion différente et font une distinction entre les changements de valeur d'un actif dus à son vieillissement (qu'ils assimilent à l'amortissement) et les changements de valeur dus à l'évolution globale des prix du groupe de biens d'équipement concernés, ce qui correspond à la position du SCN et, de fait, à la pratique retenue par les organismes de statistiques.

Comparabilité

Comme pour les estimations du stock de capital net, la comparabilité internationale des estimations de l'amortissement dépend : i) des éléments compris dans la définition des actifs fixes; ii) des profils de retrait et d'amortissement utilisés; et iii) de la longueur des séries temporelles disponibles pour la FBCF par produit. Bien que la comparabilité des points i) et iii) soit généralement bonne entre les pays (voir aussi la section 12), les hypothèses relatives aux durées de service et aux taux d'amortissement différent d'un pays à l'autre, même si, comme indiqué dans la section 21, ces différences sont souvent motivées par de bonnes raisons et sont le reflet d'une réalité économique.

Source

- OCDE (2010), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE 2010, Volume I, Principaux agrégats*, Éditions OCDE, http://dx.doi.org/10.1787/na_vol_1-2010-fr.

Base de données en ligne

- OCDE (2010), « Agrégats des comptes nationaux : Produit intérieur brut », *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/data-00001-fr>.

Pour en savoir plus

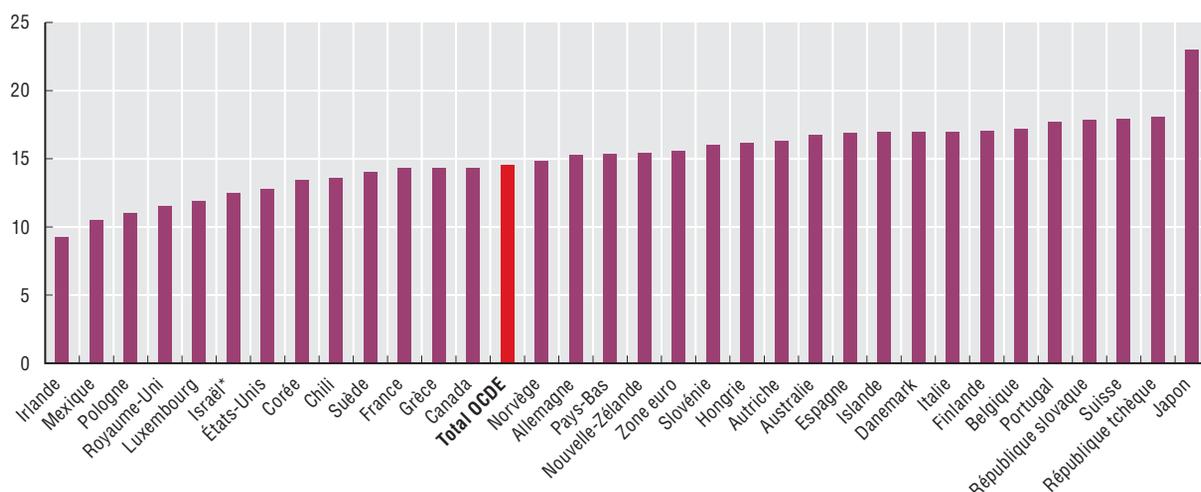
- OCDE (2009), *La mesure du capital – Manuel de l'OCDE 2009 : Deuxième édition*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264067752-fr>.
- Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264027657-en>.
- OCDE (2000), *Système de comptabilité nationale, 1993 – Glossaire*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280878-fr>.
- NU, OCDE, IMF et Eurostat (éd.) (1993), *Système de comptabilité nationale 1993*, Nations Unies, Genève, <http://unstats.un.org/unsd/sna1993>.

Tableau 22.1. **Consommation de capital fixe**
Pourcentage du PIB

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	14.7	14.8	14.8	14.8	15.0	15.0	15.0	14.9	14.8	15.0	14.7	14.8	14.8	15.3
Australie	15.5	15.6	15.7	15.6	15.9	15.7	15.6	15.4	15.6	15.6	15.6	15.5	15.8	16.8 e
Autriche	14.8	15.1	15.1	15.1	15.1	15.4	15.5	15.6	15.5	15.4	15.2	15.1	15.3	16.3
Belgique	14.9	15.0	15.0	15.2	15.2	15.3	15.1	15.5	15.5	15.7	16.0	16.1	16.5	17.2
Canada	13.2	13.2	13.4	13.1	12.8	13.3	13.5	13.3	13.0	12.8	12.8	12.8	13.1	14.3
Chili	13.1 e	12.6 e	12.6 e	13.3 e	12.8 e	13.0 e	13.2 e	12.8	12.1	11.3	10.7	10.6	11.9	13.5 e
Corée	12.1	12.9	14.8	14.4	13.8	13.5	12.9	13.0	12.9	13.2	13.2	13.2	13.2	13.4
Danemark	15.6	15.7	15.9	16.1	15.8	16.1	16.2	16.5	16.4	15.9	15.8	16.0	16.3	16.9
Espagne	13.1	13.2	12.9	13.2	13.7	13.8	14.1	14.4	14.9	15.3	15.6	15.7	16.2	16.9
États-Unis	11.0	11.0	11.1	11.2	11.4	11.8	11.8	11.7	11.7	11.8	12.0	12.2	12.4	12.7
Finlande	16.5	15.8	15.5	15.6	15.5	15.6	15.3	15.4	15.4	15.6	15.5	15.4	16.0	17.0
France	12.4	12.3	12.1	12.2	12.4	12.6	12.7	12.8	12.9	13.1	13.3	13.3	13.8	14.3
Grèce	11.6 e	11.4 e	11.5 e	11.5 e	11.4	11.6	11.5	12.5	12.3	12.3	12.2	12.0	12.4	14.3
Hongrie	19.2	18.5	17.9	18.4	17.9	17.0	15.8	15.2	14.6	14.6	14.8	14.7	14.8	16.1
Irlande	9.9	9.8	9.4	9.7	10.0	10.0	10.2	9.9	10.0	10.2	9.8	9.3	9.4	9.3
Islande	13.2	12.1	11.5	11.9	11.9	12.1	12.1	12.0	11.6	11.7	12.4	13.0	14.9	16.9
Israël*	10.8	11.1	11.4	11.9	11.3	11.8	12.9	13.3	13.4	13.3	12.8	12.5	12.3	12.5
Italie	14.4	14.5	14.5	14.6	14.6	14.7	15.0	15.1	15.2	15.5	15.6	15.7	16.2	17.0
Japon	18.7	18.7	19.4	19.5	19.7	20.1	20.2	20.9	21.1	20.8	20.9	20.8	21.4	23.0 e
Luxembourg	13.6	13.7	13.7	13.0	13.2	13.6	12.1	11.3	11.7	11.1	10.7	10.5	10.8	11.9
Mexique	9.7 e	9.2 e	9.3 e	9.0 e	8.6 e	8.8 e	8.8 e	9.0	8.9	8.7	8.5	8.7	9.1	10.5 e
Norvège	15.1	14.8	15.5	15.0	13.5	13.9	14.2	14.0	13.5	12.7	12.3	12.8	13.3	14.8
Nouvelle-Zélande	13.7	13.7	14.0	14.0	14.0	13.7	13.5	13.3	13.4	13.7	14.0	13.9	14.6	15.4 e
Pays-Bas	14.7	14.4	14.5	14.6	14.7	14.7	14.9	15.0	15.0	14.7	14.5	14.4	14.4	15.4
Pologne	14.1	13.7	13.5	13.6	13.3	13.6	13.6	13.7	13.1	12.9	12.7	12.1	11.6	11.0
Portugal	15.9	15.7	15.4	15.4	15.9	16.1	16.5	16.8	16.8	17.1	17.0	16.8	17.4	17.7
République slovaque	20.5	20.6	20.3	20.9	20.7	20.6	20.7	20.5	19.7	19.3	18.2	17.0	16.4	17.8
République tchèque	19.3	20.1	19.9	20.3	20.6	20.3	19.9	19.7	19.1	18.6	17.9	17.3	17.3	18.1
Royaume-Uni	11.9	11.5	11.3	11.4	11.4	11.3	11.3	11.0	11.2	11.0	11.1	11.0	10.5	11.5
Slovénie	17.3	17.1	17.3	16.8	17.2	17.0	16.3	15.5	15.4	15.3	14.9	14.5	14.7	16.0
Suède	11.5	11.6	11.9	12.2	12.7	13.1	13.2	12.8	12.4	12.4	12.3	12.3	12.9	14.0
Suisse	17.3	17.0	16.9	17.4	17.6	18.2	18.3	18.2	18.0	17.9	17.6	17.3	17.4	17.9
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	14.0	14.0	13.9	13.9	14.1	14.2	14.3	14.4	14.4	14.6	14.6	14.6	14.9	15.6
OCDE-Total	13.2 e	13.1 e	13.2 e	13.3 e	13.4 e	13.6 e	13.7 e	13.7 e	13.6 e	13.6 e	13.7 e	13.7 e	13.9 e	14.6 e

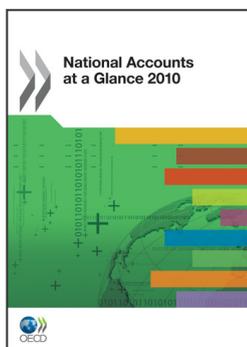
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932358105>

Graphique 22.1. **Consommation de capital fixe**
Pourcentage du PIB, 2009



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932357516>

* Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.



Extrait de :
National Accounts at a Glance 2010

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264095885-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Consommation de capital fixe », dans *National Accounts at a Glance 2010*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/na_glance-2010-24-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.